

régner l'ange de la paix et alors ce ne seront pas les canons, mais Dieu qui mènera le monde."

M. T. L. CHURCH (Broadview): La motion dont la Chambre est saisie propose la suspension de l'ordre du jour pour discuter une question spécifique dont l'importance sollicite l'attention publique immédiate. Je regrette qu'en traitant ces questions nos politiciens aient perdu plus que nous avaient gagné nos forces armées pendant les deux dernières guerres. Ils ont semé à tous les vents, comme le dit la chanson.

J'aborderai un ou deux points, ce soir. Je proteste d'abord contre la politique que nous suivons à l'égard des Nations Unies. La prochaine assemblée, vous le savez, monsieur l'Orateur, aura lieu à Moscou. Une autre a été tenue à Paris. Elles ont été inaugurées à San-Francisco par feu le président Roosevelt, qui avait conçu l'idée d'une nouvelle société des nations en remplacement de celle qui avait conduit à la deuxième guerre mondiale. Aucun des chefs d'Etat ne s'est rendu à San-Francisco. M. Staline n'y était pas, ni M. Churchill, ni le président Roosevelt. Ils y ont mandaté des surnuméraires pour anesthésier la population, et les "Quatre Grands", comme ils s'appellent, n'ont rien accompli. Il n'y a rien de merveilleux dans leur façon d'administrer les affaires, car l'O.N.U. est destinée à devenir une seconde Société des Nations s'il faut en juger sur la manière dont elle est dirigée. M. Attlee a exprimé samedi son désappointement au sujet de la conduite de cet organisme dans la première année. Les banquets sont luxueux et les traitements fantastiques. Même Moscou se plaint de l'administration de l'O.N.U., principalement du conseil de sécurité. Nous sommes tous renseignés sur les suppléants et sur tout le reste depuis que l'organisation existe.

Quels sont au juste les faits? Tout d'abord, sir Wilfrid Laurier, lorsqu'il était à la direction du parti libéral, s'est comporté bien différemment de celui qui dirige le ministère des Affaires extérieures. Dès la célébration du jubilé, en 1897, sir Wilfrid Laurier a dit, au sujet de l'Empire: "Invitez-nous à vos conseils si jamais vous avez besoin de notre aide". Il était le premier dans le défilé, lors du jubilé de la reine, et il a dit: "Lorsque la Grande-Bretagne est en guerre, le Canada est en guerre".

Quelle est donc aujourd'hui l'attitude du parti ministériel? Je demandais il y a quel temps:

Le Gouvernement a-t-il été consulté ou conseillé soit par le gouvernement britannique soit par l'un quelconque des dominions au sujet de l'abandon par la Grande-Bretagne du canal de Suez et de la base militaire au Caire?

Voici ce qui m'a été répondu:

Les gouvernements du Commonwealth se communiqueront mutuellement des renseignements en matière de politique étrangère, conformément à la pratique dont M. Attlee, premier ministre du Royaume-Uni, a donné l'exposé suivant à la Chambre des communes de Londres, le 8 mai 1946:

L'usage et notre devoir de membres du commonwealth britannique veulent que nous renseignions pleinement et continuellement les autres membres du commonwealth sur toutes les questions que nous avons à régler quand elles peuvent se rapporter aux intérêts du Commonwealth, afin de leur fournir l'occasion d'exprimer confidentiellement leur avis, s'il le désirent. Nous tenons pleinement compte de leur façon de voir, mais c'est à nous de prendre une décision et nous ne demandons pas aux autres gouvernements de partager notre responsabilité à cet égard, chose à laquelle ils ne tiennent pas. Les gouvernements des dominions procèdent de même.

C'est faux. Ce ne fut jamais alors la politique des dominions et de la Grande-Bretagne. Je suis en mesure d'affirmer, monsieur l'Orateur, que dans la guerre de 1914 un million d'hommes des dominions se sont portés de leur propre gré au secours de la métropole, qu'ils l'ont secourue en leur qualité propre de citoyens de pays souverains et autonomes et que 130,000 d'entre eux sont morts au champ d'honneur, et leur sacrifice a modifié l'histoire entière du monde civilisé. Entendons-nous jamais parlé maintenant de ce qu'ils ont accompli? Monsieur l'Orateur, ce ne sont les belles paroles ni des Atlee, ni des Morrison, des Cripps, ni des autres qui forceront le Canada à rompre avec l'Empire britannique. Le Canada prendra les armes, s'il le faut. Ces parlementaires britanniques n'ont jamais appuyé l'Empire et en préconisent la liquidation comme leurs discours en font preuve depuis nombre d'années.

J'ai condamné la politique du Gouvernement au sujet des réunions de Paris, Moscou, Potsdam, Yalta, Casablanca, Londres, Washington et Québec. Voici ce que je propose humblement. Il n'est pas dans le meilleur intérêt du gouvernement responsable que plusieurs partis représentent le Canada dans le domaine des affaires extérieures. Le Gouvernement, tant qu'il détient le pouvoir, doit assumer la responsabilité de ces questions au lieu de tenter de les glisser sur le dos des autres, demandant à l'opposition de lui tendre une corde, pour ainsi dire, afin de le tirer d'embaras, lui et son programme séparatiste. C'est bien ce qu'il fait lorsqu'il invite les divers partis à participer aux réunions internationales.

En diverses occasions, des visiteurs distingués ont porté la parole en cette enceinte: le premier ministre d'Australie, M. Curtin, le premier ministre de Nouvelle-Zélande, M. Fraser, Anthony Eden, Churchill et le reste. Ils nous ont fait certaines représentations,